



HAL
open science

Les droites dans les Amériques aux XXe et XXIe siècles : entre démocratie, anti-démocratie et contredémocratie

Rodrigo Nabuco de Araujo, Yann Philippe

► To cite this version:

Rodrigo Nabuco de Araujo, Yann Philippe. Les droites dans les Amériques aux XXe et XXIe siècles : entre démocratie, anti-démocratie et contredémocratie. *Histoire@Politique*: revue du Centre d'histoire de Sciences Po, 2023, Les droites dans les Amériques aux XXe et XXIe siècles : entre démocratie, anti-démocratie et contre-démocratie. Introduction (50), <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/14266>. hal-04305831

HAL Id: hal-04305831

<https://hal.univ-reims.fr/hal-04305831>

Submitted on 24 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike | 4.0 International License

Les droites dans les Amériques aux XX^e et XXI^e siècles : entre démocratie, anti-démocratie et contre-démocratie. Introduction

The Right and the Radical Right in the Americas in the 20th and 21st Centuries: Between Democracy, Anti-Democracy and Counter-Democracy

Rodrigo Nabuco de Araujo et Yann Philippe



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/14266>

DOI : [10.4000/histoirepolitique.14266](https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.14266)

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Ce document vous est offert par Université de Reims Champagne-Ardenne



Référence électronique

Rodrigo Nabuco de Araujo et Yann Philippe, « Les droites dans les Amériques aux XX^e et XXI^e siècles : entre démocratie, anti-démocratie et contre-démocratie. Introduction », *Histoire Politique* [En ligne], 50 | 2023, mis en ligne le 01 novembre 2023, consulté le 24 novembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/14266> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.14266>

Ce document a été généré automatiquement le 24 novembre 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-SA 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Les droites dans les Amériques aux XX^e et XXI^e siècles : entre démocratie, anti-démocratie et contre-démocratie. Introduction

The Right and the Radical Right in the Americas in the 20th and 21st Centuries: Between Democracy, Anti-Democracy and Counter-Democracy

Rodrigo Nabuco de Araujo et Yann Philippe

« Quel est le problème des démocraties ? C'est que les démocraties ont pu devenir des démocraties avec de grands leaders : de Gaulle, Churchill... Mais les démocraties détruisent tous les leaderships. C'est un grand sujet, ce n'est pas un sujet anecdotique ! Comment peut-on avoir une vision à dix, quinze ou vingt ans, et en même temps avoir un rythme électoral aux États-Unis tous les quatre ans ? Les démocraties sont devenues un champ de bataille, où chaque heure est utilisée par tout le monde, réseaux sociaux et autres, pour détruire celui qui est en place. Comment voulez-vous avoir une vision de long terme pour un pays ? C'est ce qui fait que, aujourd'hui, les grands leaders du monde sont issus de pays qui ne sont pas de grandes démocraties¹. »

- 1 Le 3 mars 2018, dans le cadre d'un forum organisé à Abou Dhabi, Nicolas Sarkozy exprimait ses doutes sur la démocratie. Semblant rompre avec un principe politique qui l'avait conduit au pouvoir en de multiples fonctions, l'ancien Président français faisait l'éloge de dirigeants autoritaires qualifiés de grands leaders et citait nommément Xi

Jinping, Vladimir Poutine, Viktor Orban et Mohammed Ben Salman. Si le propos se voulait provocateur – tenu qui plus est dans un cadre de discussion semi-confidentiel – et n’impliquait pas seulement des hommes identifiés à la droite de l’échiquier politique, mais seulement des hommes, il s’inscrivait à l’évidence dans les interrogations croissantes des droites internationales. Loin de se limiter à l’expression de l’amertume d’un homme politique éloigné du pouvoir par le suffrage universel, la réflexion reprenait le fil d’une interrogation structurelle dans l’histoire des droites : la tension entre la nécessité d’une confiance durablement accordée à un chef, gage supposé d’efficacité, et la régularité du processus électoral, réservoir légal de légitimité. Cependant, elle exposait également une inquiétude nouvelle face aux reconfigurations contemporaines de l’exercice du pouvoir liées à la montée en puissance des réseaux sociaux ou à la pluralisation de la sphère publique. La proclamation illibérale n’était tempérée que par l’invocation à « écouter ce que dit le peuple », fût-ce de façon limitée à la question migratoire. Dans ce tableau mondial des grands leaders, un continent frappait cependant par son absence relative : le continent américain. Aucun pays latino-américain n’était cité quand certains pays, comme le Venezuela ou le Brésil ont vu des dirigeants et des partis – de gauche – se maintenir longuement au pouvoir depuis le tournant du XXI^e siècle. Donald Trump, quant à lui, à la tête des États-Unis depuis un peu plus d’un an, était rapidement évoqué, mais pour distiller au passage des doutes sur sa capacité à être réélu. Enfin des exemples plus anciens, mais plus infâmant, de dirigeants latino-américains de droite longtemps restés au pouvoir, comme Augusto Pinochet, n’étaient pas mis au service d’une réflexion sur les ajustements nécessaires au système démocratique. La sélectivité dont faisait preuve Nicolas Sarkozy semblait illustrer à la fois l’existence d’une interrogation sur la démocratie spécifique au champ des droites et la faible centralité des expériences américaines dans cette réflexion.

- 2 Ce dossier de la revue *Histoire@Politique* ne constitue pas plus une réponse à Nicolas Sarkozy qu’il ne pose en retour le continent américain comme un laboratoire d’expériences appelées à être exportées vers d’autres pays ou comme un réservoir d’exceptionnalismes irréductibles au reste du monde. Plus modestement, il met l’accent sur la relation particulière depuis un demi-siècle entre droites et démocratie dans un éventail géographique centré sur les Amériques mais incluant des pays aux traditions et aux évolutions politiques diverses et, par ailleurs, profondément connectées à l’Europe et au reste du monde : Brésil, Canada, États-Unis². La dimension résolument internationale du dossier est redoublée par un article procédant à une comparaison entre un pays américain et un pays européen : les États-Unis et l’Italie (Lynda Dematteo). Le dossier vient s’inscrire ainsi dans un contexte de recherche marqué à la fois par l’augmentation considérable des travaux consacrés aux conservatismes ou aux droites et par l’adoption croissante de perspectives transnationales³. Le renouvellement des études du politique vise à dépasser le nationalisme méthodologique qui a longtemps caractérisé l’étude de courants politiques – de droite – mettant la nation au cœur de leur projet. Ce dossier prolonge ces réflexions, dans une perspective principalement comparative et partiellement transnationale, en se situant au carrefour de plusieurs interrogations.

Un rapport renouvelé au conservatisme et à la démocratie

- 3 La première est de proposer un éclairage historique sur l'arrivée au pouvoir dans différents pays européens et américains depuis 2017 de forces politiques proposant un rapport renouvelé au conservatisme et à la démocratie. Des dirigeants politiques d'un type nouveau, de Trump à Bolsonaro ou Meloni, émergent sur fond de discrédit pour la classe politique et de forte progression de revendications conservatrices sur les plans économique, social, sociétal et idéologique⁴. Le succès de ces leaders, aussi fulgurant qu'aveuglant, est souvent interprété en termes d'aberration politique. Les inscrire dans un temps relativement long et dans une perspective comparative permet au contraire d'historiciser leur ascension et d'échapper aux grilles d'interprétation courantes, comme celle du populisme. Le succès des partis et mouvements de droite radicalisés est ainsi à mettre en relation avec l'évolution des systèmes démocratiques et avec les signes de désaffection à l'égard de leurs instances représentatives. Une plus grande profondeur historique peut être ainsi acquise en partant du double principe que les droites se définissent de façon plurielle et qu'elles ont une histoire qui peut se lire au miroir révélateur de la démocratie. La généalogie de ce courant politique tend certes à l'inscrire du côté du conservatisme, de la tradition et de l'ordre plutôt que du côté de l'élargissement de l'expression politique, des idéaux progressistes ou de la conquête de nouveaux droits⁵. Cependant, si étudier la démocratie n'est pas contempler une expression figée et définitive mais examiner ses diverses formes de réalisation dans le temps, alors l'histoire des droites s'inscrit nécessairement, en creux comme en plein, dans l'histoire de la démocratie et dans ce que Pierre Rosanvallon appelle ses promesses comme ses problèmes :

« Historiquement, la démocratie s'est toujours manifestée comme une promesse et comme un problème. Promesse d'un régime accordé aux besoins de la société, cette dernière étant la réalisation d'un double impératif d'égalité et d'autonomie. Problème d'une réalité souvent fort loin d'avoir satisfait ces nobles idéaux. Le projet démocratique n'a cessé d'être inaccompli là même où il était proclamé, qu'il soit grossièrement perverti, subtilement rétréci ou mécaniquement contrarié⁶. »

- 4 Il s'agit dès lors d'étudier la contribution qu'ont eue les droites à « faire et à défaire la démocratie » pour reprendre la formule d'un ouvrage récent mais non spécifiquement consacré au courant politique conservateur⁷. Le premier bénéfice d'une histoire relativement longue des relations entre droites et démocraties aux XX^e et XXI^e siècles est de laisser percevoir des configurations et des temporalités diverses. L'analyse peut ainsi se situer dans l'étude de configurations anthropologiques et historiques de moyenne durée, des années 1990 à aujourd'hui, à cheval sur deux pays, Italie et États-Unis comme dans l'article de Lynda Dematteo. Elle peut aussi adopter une perspective généalogique et identifier avec Maud Chirio les sources du bolsonarisme dans l'activisme de militaires retraités entre les années 1990 et 2010. Elle peut au contraire se resserrer autour d'un événement singulier, comme le coup d'État de 1964 au Brésil étudié par Rodrigo Nabuco de Araujo ou la destitution en 2016 de la présidente Dilma Rousseff explorée par Diogo Cunha et Flávia Santiago Lima. Par ailleurs, la perspective peut différer selon les rapports de force entre gauches et droites et la position de celles-ci par rapport au pouvoir. Les droites peuvent ainsi se situer alternativement dans des postures de critique, de renversement ou de conservation des régimes plus ou moins démocratiques en place. Les anciens militaires brésiliens étudiés par Maud Chirio se

situent en position de minorité intellectuelle et politique. Les forces conservatrices examinées par Frédéric Boily dans l'Alberta canadien entre 1992 et 2022 ou par Agnès Trouillet dans les États-Unis des années 2010 sont au contraire en pleine ascension politique.

Le large spectre des relations des droites à la démocratie

- 5 Le deuxième objectif du dossier est d'ouvrir l'ensemble du spectre des relations des droites à la démocratie. L'enjeu principal est de restituer dans leur complexité la diversité des positionnements possibles et de ne pas enfermer le questionnement dans une opposition binaire entre adhésion et opposition à la démocratie. Les termes de « droite » et de « démocratie » ont fait l'objet de tant de définitions diverses et potentiellement contradictoires que la combinatoire des relations possibles entre les deux est singulièrement ouverte. Quoique nimbée d'un voile d'évidence, l'idée de démocratie est loin de faire l'objet d'un consensus et les tentatives de définition tournent même à la « cacophonie » pour reprendre une formule de Pierre Rosanvallon⁸. La définition de la démocratie s'appuie presque toujours sur la souveraineté du peuple et l'idée du peuple-électeur comme seule source légitime du pouvoir. Elle inclut également la désignation des élus à la majorité dans des élections libres et plurielles. De façon beaucoup plus variable enfin, elle comprend le respect d'un certain nombre de droits fondamentaux individuels ou collectifs : liberté d'expression et de participation, séparation des pouvoirs, droit de propriété, protection des majorités comme des minorités⁹. Elle est enfin « indissociablement un régime politique et une préoccupation sociale », comme l'écrit Philippe Buton¹⁰. Les divers cas réunis dans ce dossier permettent d'examiner comment les droites ont élaboré des conceptions diverses de la démocratie.
- 6 Comme la démocratie, les droites ont été l'enjeu de définitions multiples à la faveur des relations entre les différents courants qui la composaient¹¹. Droites conservatrice ou réactionnaire, libérale ou autoritaire, religieuse ou sécularisée ont longtemps paru irréconciliables ou disjointes par les événements de l'histoire du XX^e siècle. La montée des fascismes en Europe, puis l'installation des dictatures latino-américaines ont été en partie construites sur le rejet de la démocratie ou le constat d'une incapacité de la démocratie à résoudre des problèmes aigus du présent. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la mémoire du traumatisme a durablement éloigné extrêmes droites et droites libérales. À partir des années 1980, l'essor intellectuel, médiatique, électoral et sociologique des droites est généralement associé à différents facteurs : volonté de contester les cadres sociaux-démocrates du débat politique, aspiration à l'autorité, repli national face à la mondialisation et dénonciation de l'étranger¹². Tandis que les chocs pétroliers remettent en cause les outils keynésiens de régulation de l'économie, un cycle néolibéral s'ouvre, caractérisé par une nouvelle manière d'appréhender l'économie mais aussi la démocratie et le rôle de l'État. Le sens politique donné aux institutions de régulation financière établies aux États-Unis, comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, change profondément. Aux États-Unis, puis dans le reste du monde atlantique, de nouveaux réseaux d'alliance se forment dans les années 1970-1980 entre monde des affaires, intellectuels et hommes politiques de la sphère conservatrice pour infléchir à la fois le fonctionnement et le sens de la

démocratie. La volonté de peser sur le débat public, traditionnelle dans le cadre démocratique libéral, est guidée par un objectif ambitieux : regagner la bataille des idées. La stratégie mise en place s'appuie sur le financement d'institutions innovantes (*think tanks*), sur la recomposition d'un marché des médias libéralisé et sur une vision modernisée du rôle de l'État. Tantôt démantelé par les politiques de baisse d'impôts et de dérégulation économique, tantôt renforcé par le remodelage de l'appareil judiciaire et le renforcement de l'appareil sécuritaire, l'État néolibéral est enrôlé dans la défense d'un capitalisme jugé menacé, mis au service de la croissance et des entrepreneurs et régulièrement opposé au projet de démocratie sociale porté par les syndicats et les militants progressistes¹³. Si le Chili du général Augusto Pinochet est précurseur dans la mise en place des politiques néolibérales, répressives et conservatrices sur le plan moral, le retour des conservatismes est rendu plus manifeste au tournant des années 1980 par l'élection de Margaret Thatcher au 10 Downing Street et de Ronald Reagan à la Maison-Blanche. Le licenciement par l'administration Reagan de 11 000 contrôleurs aériens fait figure d'illustration des transformations en cours¹⁴.

- 7 Les changements du monde du travail, le déclin de la syndicalisation et des formes de promotion sociale contribuent à transformer sur le long terme les identités politiques et le sens du vote. De nouvelles coalitions électorales, à l'instar de « la nouvelle droite » aux États-Unis, se forment et rassemblent des segments de l'élite, des classes moyennes et des classes populaires autour de questions à la fois économiques, sociales et sociétales. Les niveaux d'imposition sont ainsi contestés au nom de la préservation de la liberté des acteurs économiques et de la dénonciation du fardeau de l'assistance sociale. Les évolutions sociales et culturelles apportées par la contre-culture des années 1960 sont relues au regard des menaces qu'elles feraient peser sur l'éducation, la famille ou les valeurs morales. Enfin, les enjeux de définition personnelle et de définition de la nation sont systématiquement entrelacés et permettent de promouvoir une grille d'interprétation des transformations néolibérales en termes d'identité ethnique ou raciale (l'idée que la protection sociale ou les transformations du marché de l'emploi bénéficieraient à certains groupes), ou d'identité de genre (crise de la masculinité). Voter à droite est ainsi de plus en plus associé à un vote blanc et masculin et le succès des élus conservateurs conditionné à la sur-mobilisation de ce segment électoral¹⁵. La prospérité électorale des droites permet cependant des recompositions stratégiques en ce domaine. Accédant au pouvoir et forgeant des coalitions politiques relativement durables, les droites ont renforcé leur puissance et leur légitimité politique et ont pu progressivement agréger des courants, des acteurs ou des idées jugés auparavant extérieurs à l'arc démocratique. L'identité raciale du président sortant (Barack Obama), l'opposition à son projet d'assurance médicale jugé contraire au mérite personnel, les inquiétudes vis-à-vis d'une immigration perçue comme galopante, la dénonciation d'une globalisation menaçant les ouvriers états-uniens et les clans d'œil appuyés de Donald Trump aux suprémacistes blancs permettent l'élection de ce dernier à la Maison-Blanche. Au Brésil, l'exigence de moralisation de la vie politique et de la vie privée, la défense de la religion chrétienne et l'expression viriliste d'une nostalgie de la dictature séduisent les électeurs de Jair Bolsonaro¹⁶. La lutte contre la corruption, le combat contre le communisme, la sauvegarde de la famille, du travail, de la propriété privée et de la religion persistent comme cris de ralliement de la droite, des mobilisations contre le président João Goulart en 1964 à la veille du coup d'État, jusqu'aux manifestations contre Dilma Rousseff et le Parti des travailleurs en 2015, à la veille de l'*impeachment*¹⁷.

- 8 La coexistence, la proximité, voire la porosité entre les différentes « familles » de la droite ainsi que la montée en puissance d'un segment radical interrogent dès lors de façon inédite les relations des droites à la démocratie. Comme l'indique le titre du dossier, nous avons pour cela mobilisé le cadre conceptuel élaboré par Pierre Rosanvallon – notamment le triptyque « démocratie, anti-démocratie et contre-démocratie » – afin d'ouvrir l'éventail des relations possibles et d'échapper au prisme, réducteur et souvent miné, du populisme qu'aucun des auteurs du dossier ne mobilise centralement. Le concept novateur de « contre-démocratie » renvoie ainsi selon Pierre Rosanvallon aux appels à la vigilance, à la surveillance et à l'empêchement de l'action des gouvernants et des élus :

« Cette contre-démocratie n'est pas le contraire de la démocratie, c'est plutôt la forme de démocratie qui contrarie l'autre, la démocratie des pouvoirs indirects disséminés dans le corps social, la démocratie de la défiance organisée face à la démocratie de la légitimité électorale¹⁸. »

- 9 La réflexion collective que nous menons dans ce dossier permet ainsi d'apercevoir différents aspects de la dissémination du politique dans le corps social et des interactions entre politique formelle et « informelle¹⁹ ». La contribution conservatrice à la contre-démocratie a ainsi impliqué à la fois des acteurs du politique (intellectuels, groupes de pression, médias, militaires, pouvoir judiciaire), des espaces (la rue, les assemblées locales, les journaux, les instituts de recherche, les rituels), des thèmes (le mérite individuel, la lutte contre la corruption, le bon et le « mauvais peuple », la mémoire) et un ancrage territorial (la province, la région, la nation). L'intellectuel conservateur brésilien Antônio Carlos Pacheco e Silva étudié par Rodrigo Nabuco de Araujo navigue entre divers mondes sociaux, nationaux et internationaux, de la recherche médicale à la philanthropie, de l'armée à la coopération culturelle, de la presse au grand patronat. Il met ces légitimités multiples au service de la dénonciation, dans des articles de la presse à grand tirage, de la présidence de João Goulart et fournit une justification anticipée au coup d'État qui renverse ensuite Goulart (31 mars 1964) et met fin à la première expérience démocratique brésilienne. L'activisme des anciens militaires scruté par Maud Chirio illustre l'ambivalence d'une façon de faire de la « politique sans en avoir l'air », pour reprendre la formule de Michel Offerlé, Laurent Le Gall et François Ploux, se jouant des codes de « l'anti-politique » afin de dénoncer une classe politique forcément corrompue tout en s'insérant de façon croissante dans le jeu électoral. Les « citoyens journalistes » conservateurs observés aux États-Unis par Agnès Trouillet comblent le vide laissé par le déclin du journalisme local afin de surveiller l'exercice du pouvoir par les élus. Les groupes de droite radicale italiens et états-uniens observés par Lynda Dematteo proposent des idéaux de refondation démocratique en se positionnant aux frontières de la célébration mémorielle régionaliste, du fantasme sécessionniste et du militarisme anti-institutionnel. Diogo Cunha et Flávia Santiago Lima montrent comment une opération judiciaire visant à combattre la corruption politique au Brésil a moins eu pour effet de corriger le système démocratique que de provoquer la paralysie du champ politique et de nourrir un sentiment de rejet de la politique. Enfin Frédéric Boily, s'il étudie des acteurs du système politique institutionnel, les partis conservateurs de l'Alberta, est particulièrement attentif aux tentatives de ceux-ci de proposer de nouvelles relations entre élus et électeurs, de magnifier le rôle du peuple et de permettre à celui-ci de surveiller les gouvernements. Cette diversité dans la sociologie et dans le répertoire

d'action des activistes conservateurs n'a d'égale que la variété de leurs positionnements idéologiques.

Expansion de la norme démocratique et brouillage de la frontière entre démocratie et autoritarisme

10 Le troisième objectif du dossier est en effet d'inscrire l'analyse dans le cadre du renversement politique et intellectuel qui s'est opéré depuis la fin du XX^e siècle. La période récente a vu en effet à la fois l'expansion de la norme démocratique et le brouillage de la frontière entre démocratie et autoritarisme, donnant naissance à des configurations politiques inédites, marquées par des formes d'hybridation, de convergences ou de chevauchement entre les divers types de régimes. Le rêve d'un mouvement irrépensible de démocratisation du monde, un temps suscité par l'effondrement du monde communiste à l'Est de l'Europe, a été progressivement dissipé par le succès croissant dans diverses parties du monde de formes d'« autoritarisme moderne », combinant innovation idéologique et traduction institutionnelle, par l'institutionnalisation, depuis au moins le 11 septembre 2001, de pratiques d'exception au sein des démocraties libérales et par le formalisme croissant des processus démocratiques à l'heure de la gouvernance néolibérale. Ces transformations ont suscité l'émergence d'un nouveau paradigme de recherche, donnant à voir de façon croissante la diversité tant des régimes autoritaires²⁰ que des démocraties²¹. L'idée d'une frontière étanche et aisément identifiable entre démocraties et régimes autoritaires a ensuite perdu en évidence, au profit d'un éventail de configurations diverses, à mesure que les premières tendaient à s'émanciper des contraintes constitutionnelles et des principes libéraux et que les seconds se pluralisaient et accordaient une plus grande place au principe électif²². Le nombre de dictatures diminue dans le monde et les régimes dictatoriaux perdent leur légitimité. Pourtant, la démocratie libérale affronte une profonde crise de confiance et les partis politiques rencontrent de grandes difficultés pour identifier et pour rassembler les électeurs. Pierre Rosanvallon résume ainsi :

« L'idéal démocratique règne désormais sans partage, mais les régimes qui s'en réclament suscitent presque partout de vives critiques. C'est le grand problème politique de notre temps²³. »

11 La désaffection est également liée au nombre croissant d'individus insensibles aux cadres formels de la politique établie, passifs pendant les périodes électorales et déçus de gouvernements qui semblent ne pas détenir réellement le pouvoir de décision²⁴. Le scepticisme et la défiance apparaissent de plus en plus présents à l'égard des discours et des pratiques du pouvoir. Se renforce ainsi une forme de représentation politique attachée à la capacité des candidats à communiquer à travers la télévision, Internet et les réseaux sociaux, en associant leurs électeurs/abonnés à une fabrique permanente de l'opinion : « j'aime », « je n'aime pas », « je partage ». L'opinion politique change au gré de jugements esthétiques, de préférences visuelles, d'avis partagés sur les réseaux sociaux. Ce plébiscite quotidien transforme la pratique de la démocratie et ouvre une brèche pour des relations personnelles entre les candidats médiatisés et les électeurs connectés²⁵. Dans ce nouveau paysage, les partis de droite radicale sont très bien représentés, s'accommodant de la libre concurrence pour l'accès au pouvoir sans chercher à créer de consensus autour du libéralisme constitutionnel²⁶.

- 12 Le succès des expressions associant un adjectif au substantif « démocratie » comme « démocratie illibérale » ou l'apparition de néologismes comme « démocrature » ou de concepts comme la « post-démocratie » illustrent ce brouillage, voire les convergences entre régimes²⁷. Dès lors, la recherche en sciences politiques a été marquée par plusieurs mouvements de fond : un déclin de « l'obsession typologique » conduisant à classer – en essentialisant parfois – les régimes ; l'abandon de la « téléologie de la démocratisation » longtemps à l'œuvre dans le paradigme de la transition démocratique, accompagné de la remise en cause d'un « schéma ethnocentrique qui consistait à faire du "régime démocratique" l'étalon de tout système politique » ; symétriquement enfin la justification de l'hypothèse que l'analyse des systèmes autoritaires permet de comprendre également les systèmes démocratiques²⁸. Dans l'économie de l'interdisciplinarité, un tel changement de paradigme ouvre des perspectives fécondes à la discipline historique puisque l'accent est désormais mis sur l'analyse « des "logiques" et des "situations" à l'œuvre dans des contextes [...] disparates²⁹ ». Mobiliser la grille de lecture politiste permet ainsi d'étudier historiquement la contribution des droites à ce double mouvement d'expansion de la norme démocratique et de consolidation autoritaire dans des régimes politiques de plus en plus hybrides.
- 13 Dans quelle mesure la montée en puissance des droites et leur radicalisation a-t-elle alors contribué au double phénomène d'expansion et de crise de la démocratie ? L'article de Rodrigo Nabuco de Araujo donne à voir la pensée d'un intellectuel conservateur au sens traditionnel du terme, pré-démocratique en un sens. Le positionnement politique d'Antônio Carlos Pacheco e Silva paraît à la fois marqué par son appartenance à l'élite sociale brésilienne et par le contexte de la guerre froide. Professeur des universités et dirigeant d'un syndicat patronal, cet héritier d'une famille de latifundistes estime en effet que le peuple est irresponsable et ignorant. La critique du suffrage universel qu'il propose dans les années 1960 est à la fois une attaque du principe de la souveraineté populaire et de ses effets potentiels en termes d'accession au pouvoir de leaders démagogues et manipulateurs. Fondamentalement critique du processus démocratique élaboré au Brésil depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il promeut un projet politique autoritaire, antipopulaire et censitaire qui semble à l'échelle nationale assez classiquement anti-démocratique. Cependant, par calcul ou par conviction, Pacheco e Silva habille sa pensée d'une justification démocratique qui lui permet de trouver des soutiens au sein des démocraties occidentales mues par les nécessités du combat anticommuniste à l'échelle internationale. Le travail de Maud Chirio sur l'activisme politique de groupes militaires radicalisés permet de faire la transition avec les articles portant sur les périodes plus contemporaines. Elle repère dans l'hyperactivité de ce groupe au tournant du XXI^e siècle, d'abord au sein d'organes de presse groupusculaires puis sur Internet et les réseaux sociaux, les racines du succès électoral de Jair Bolsonaro en 2018. Elle interroge dès lors la permanence sur le temps long d'une culture autoritaire dans l'opinion publique brésilienne, réactivée par l'usage de techniques de communication nouvelles et des ajustements thématiques : la reprise des thèmes de la doctrine de la guerre contre-insurrectionnelle des années 1970 est transformée en lutte contre le « marxisme culturel ». Le succès de Bolsonaro est ainsi vu moins comme le résultat d'un essoufflement des imaginaires démocratiques au XXI^e siècle que comme une manifestation de l'incomplétude de la transition démocratique brésilienne. Un courant marginal, minoritaire et orienté vers le passé de la dictature, a réussi grâce à un travail de propagande et de conquêtes des esprits à

séduire la société brésilienne en l'espace de quelques années. Le programme de transformations sociales du candidat élu en 2018 figurait déjà en bonne place dans les articles écrits dans les années 1990.

- 14 L'articulation entre la fin du XX^e siècle et le début XXI^e siècle est aussi au cœur de l'article de Lynda Dematteo, mais sous la forme d'une circulation ou d'un parallélisme des imaginaires politiques ultra-conservateurs entre l'Italie des années 1990 et les États-Unis des années 2000-2010. Les activistes de la Ligue du Nord italienne et ceux des groupes paramilitaires états-uniens manipulent l'histoire nationale de façon similaire pour promouvoir l'idée d'une démocratie dérobée et la recréation d'un pays fantasmatique exclusivement blanc — la Padanie en Italie, l'Amérique des Pères fondateurs aux États-Unis. Les rituels mémoriels modernes qu'ils mettent en place, sous la forme notamment de serments de refondation démocratiques, servent à la fois à dissimuler et à signaler la persistance d'une pensée résolument inégalitaire, quoique prétendument démocratique, appuyée précisément sur l'idée que l'exclusion de certains fonde les droits politiques des autres. Si ces initiatives empruntent à des imaginaires politiques du passé³⁰, ils illustrent selon Lynda Dematteo des enjeux mémoriels très contemporains.
- 15 Les trois derniers articles présentent des conceptions de la démocratie moins ancrées dans un passé réactionnaire mais illustrant les tensions et apories possibles de la contre-démocratie. Les « citoyens journalistes » états-uniens étudiés par Agnès Trouillet occupent le terrain des nouveaux médias en ligne dans le double but de corriger ce qu'ils estiment être le biais « *liberal* » (au sens anglo-américain du terme) des médias traditionnels et de surveiller l'action des élus — Démocrates comme Républicains — afin d'obliger ces derniers à être fidèles à leurs engagements et à rendre des comptes. Cependant, leur action s'apparente plus à un « activisme de l'information » qu'à une recherche de l'objectivité journalistique telle qu'elle a pu être progressivement élaborée aux États-Unis à partir du tournant du XX^e siècle. Elle contribue ainsi à la polarisation accrue du débat public aux États-Unis, au moindre respect pour le pluralisme des idées et à la constitution de bulles informationnelles. Sans être anti-démocratiques en tant que telles, ces pratiques qui semblent s'inscrire dans le schéma contre-démocratique de Pierre Rosanvallon contribuent à renforcer la défiance minant de l'intérieur les démocraties représentatives et à produire de « l'impolitique », c'est-à-dire, toujours selon le même auteur, « un défaut d'appréhension globale des problèmes liés à l'organisation d'un monde commun³¹ ». Les droites albertaines étudiées par Frédéric Boily se sont engagées dans un processus de radicalisation à partir des années 1990 qui les a incitées à proposer des mécanismes contre-démocratiques (solutions référendaires, procédures de révocation des députés, droit d'initiative législative populaire) visant à lutter contre l'*establishment* politique conservateur, à renforcer le rôle de surveillance du peuple à l'égard des élus et à affermir la démocratie directe. Cependant, en magnifiant le « bon sens » du peuple et en proposant des dispositifs contraires à la constitution fédérale du Canada, ces partis proposent des mesures illibérales et impolitiques. Enfin, Diogo Cunha et Flávia Santiago Lima se penchent sur l'opération judiciaire *Lava Jato*, pour illustrer clairement ce que Pierre Rosanvallon a appelé « l'exacerbation destructrice de l'idée du peuple-juge », conduisant depuis 2016 le Brésil de l'impolitique à l'antipolitique, notamment avec la victoire de Jair Bolsonaro en 2018. L'« opération *Lava Jato* » est le nom donné à une série d'affaires de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent au Brésil, commencée le 17 mars 2014. L'article contribue à nourrir le débat sur la « judiciarisation » du

politique, indicateur d'un accroissement du pouvoir judiciaire. Les auteurs pointent ainsi un déplacement de l'équilibre des pouvoirs et de sources de légitimité, avec une nouvelle place acquise par la justice à partir des années 1990 et la constitution de la Nouvelle République (1988-). Ce processus est grandement favorisé par la dépolitisation de l'espace et la valorisation de nouvelles « vertus » telles que l'expertise, l'objectivité et l'indépendance du judiciaire.

- 16 Les méthodologies et les sources mobilisées par les auteurs contribuant à ce numéro d'*Histoire@Politique* sont diverses. Les archives de l'histoire du temps présent ne sont pas, le plus souvent, accessibles, en raison des délais de consultation et des difficultés d'accès aux documents. Si ces difficultés n'empêchent pas de jeter une lumière nouvelle sur des périodes proches et familières, elles créent un déséquilibre entre une mémoire surabondante, issue de témoignages et d'archives rares parfois retrouvées au gré de pérégrinations dans les fonds documentaires, parfois de manière très inattendue, comme dans le cas étudié par Maud Chirio. Le problème de l'accès aux sources est en lien avec la nature même des sujets : les droites et ses courants les plus extrêmes cultivent un goût pour le secret et le cloisonnement, surtout lorsqu'il s'agit de groupuscules discrets évoluant sur les réseaux sociaux et sur Internet comme ceux étudiés par Lynda Dematteo.
- 17 La courte distance séparant l'objet de l'historien est un obstacle qui se traduit par le besoin de croiser mémoires publiés, textes doctrinaires, articles de journaux, conférences, discours publics et parfois toute documentation que les groupes et les personnes étudiés donnent à voir sur leurs actions. Rodrigo Nabuco de Araujo exploite ainsi les représentations que le médecin psychiatre Pacheco e Silva, figure majeure des droites brésiliennes, construit de la démocratie, en s'appuyant sur ses mémoires et ses articles : celles-ci livrent une critique acerbe de la démocratie, révélatrice des emprunts et des adaptations de la pensée d'auteurs français implicitement mentionnés. Pacheco e Silva n'est pas un observateur neutre des événements et les informations qu'il transmet passent à travers un filtre idéologique qui déforme la réalité : il choisit les événements et les interprète de manière à justifier le coup d'État et la répression.
- 18 Un dialogue, teinté parfois d'ambivalence, avec les travaux journalistiques est souvent essentiel pour répondre aux questions posées à l'histoire du temps présent. Les médias jouent en effet un rôle central dans la révélation d'informations et le travail journalistique précède celui de l'historien dans la collecte des témoignages, la documentation des événements et la contribution au débat démocratique. Les historiens, mus par le recul et la rigueur d'analyse propres à leur discipline mais aussi par leur exigence croissante de participation démocratique³², ont souvent adopté une position de surplomb vis-à-vis de ceux qui pratiquent la profession cousine du journalisme. La relation entre ces acteurs est ainsi probablement et irréductiblement définie par une forme de tension entre compétition et coopération. Cependant, à l'heure de la crise conjointe du journalisme et de la démocratie, étudiée par Agnès Trouillet, et de la tentation croissante des militants des droites radicales de rejeter la voix tant des journalistes que des chercheurs au nom de l'élitisme supposé de ceux-ci, nous espérons que ce numéro pourra nourrir conversations, dialogue et réflexion.

NOTES

1. « À Abou Dhabi, Sarkozy fait l'éloge des hommes forts », *Le Monde*, 10 mars 2018, p. 4.
2. Le travail ayant abouti à la publication de ce dossier a été permis par le financement par la Maison des sciences humaines de Champagne-Ardenne d'un projet coordonné entre 2020 et 2022 par Rodrigo Nabuco de Araujo et Yann Philippe et intitulé « La force de l'ordre : le conservatisme entre démocratie et exception ». Le projet a été également soutenu par le Centre interdisciplinaire de recherche sur les langues et la pensée (CIRLEP EA 4299) et le Centre d'études et de recherche en histoire culturelle (EA 2616) de l'Université de Reims Champagne-Ardenne.
3. Parmi les productions récentes ayant une dimension transnationale, voir les travaux du projet IDREA (Internationalisation des droites radicales Europe/Amériques) dirigé par Oliver Dard et ayant abouti à la publication de quatre ouvrages collectifs. Le premier de ces ouvrages présente l'introduction la plus développée : Olivier Dard (ed.), *Doctrinaires, vulgarisateurs et passeurs des droites radicales au XX^e siècle (Europe-Amériques)*, Berne, Peter Lang, 2012. Voir aussi Martin Durham et Margaret Power, *New Perspectives on the Transnational Right*, New York, Palgrave McMillan, 2010 ; Philippe Vervaecke (dir.), *À droite de la droite : Droites radicales en France et en Grande-Bretagne au XX^e siècle*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012 ; Clarisse Berthezène et Jean-Christian Vinel (dir.), *Conservatismes en mouvement : une approche transnationale au XX^e siècle*, Paris, EHESS, 2016 ; Tamir Bar-On et Bàrbara Molas (eds.), *The Right and Radical Right in the Americas: Ideological Currents from Interwar Canada to Contemporary Chile*, London, Lexington Books, 2022.
4. Pour une publication trop récente pour avoir été intégrée à l'argumentaire de ce dossier, voir notamment David Diallo, Éric Rouby et Adrien Schu (dir.), *Trump ou l'érosion de la démocratie américaine*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2023.
5. Bruno Dugeron, « Démocratie », dans Olivier Dard, Frédéric Rouvillois et Christophe Boutin (dir.), *Dictionnaire des conservatismes*, Paris, Éditions du Cerf, 2017, p. 289-294.
6. Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Gallimard, 2006, p. 10.
7. Pascal Bonnard, Dorota Dawoska et Boris Gobille (dir.), *Faire et défaire la démocratie de Moscou, Bogota et Téhéran au Conseil de l'Europe*, Paris, Karthala, Aix-en-Provence, Sciences Po-Aix, 2021.
8. Pierre Rosanvallon, « Histoire moderne et contemporaine du politique », *L'annuaire du Collège de France* [En ligne], 112 | 2013, p. 681, mis en ligne le 22 novembre 2013, consulté le 22 août 2022. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-cdf/752> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/annuaire-cdf.752>.
9. Robert A. Dahl, *Polyarchy: Participation and Opposition*, New Haven, Yale University Press, 1971 ; *id.*, *On Democracy*, New Haven, Yale University Press, 1998 ; *id.*, *Democracy and Its Critics*, New Haven, Yale University Press, 1989 ; Serge Berstein (dir.), *La Démocratie libérale*, Paris, PUF, 1998 ; Marie-Anne Paveau et Gabriel Périès, « "Démocratie", démocraties. Présentation », *Mots. Les langages du politique*, n° 59, 1999, p. 7-8 ; Philippe Buton, *Une histoire intellectuelle de la démocratie, 1918-1989*, Paris, Seli Arslan, 2000 ; Christophe Jaffrelot (dir.), *Démocraties d'ailleurs*, Paris, Karthala, 2000 ; Luciano Canfora, *La Démocratie. Histoire d'une idéologie*, Paris, Seuil, 2006 ; Paul Bacot et Christian Le Bart, « Dire la démocratie aujourd'hui. Présentation », *Mots. Les langages du politique*, n° 83, 2007, p. 5-8 ; Charles Tilly, *Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007 ; John Keane, *The Life and Death of Democracy*, New York, Norton, 2009 ; Cas Mudde et Cristóbal Rovira Kaltwasser, *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?*, New York, Cambridge University Press, 2012.

10. Philippe Buton, *Une histoire intellectuelle de la démocratie*, op. cit., p. 8.
11. Pour des tentatives de définition des droites dans une perspective transnationale, outre les ouvrages dirigés par Olivier Dard, déjà cités, voir notamment Jacques Le Bohec et Christophe Le Digol (dir.), *Gauche/Droite. Genèse d'un clivage politique*, Paris, PUF, 2012 ; Roger Eatwell et Noël O'Sullivan (dir.), *The Nature of the Right: American and European Politics and Political Thought since 1789*, Boston, Twayne, 1989 ; Martin Blinkhorn, *Fascists and Conservatives. The Radical Right and the Establishment in Twentieth-Century Europe*, Londres, Unwin Hyman, 1990 ; Cas Mudde, « The war of words: defining the extreme right party family », *West European Politics*, 19, 2, 1996, p. 225-248 ; Martin Durham et Margaret Power, *New Perspectives on the Transnational Right*, op. cit. ; Tamir Bar-On et Bàrbara Molas (eds.), *The Right and Radical Right in the Americas*, op. cit.
12. Raffaele Simone, *Le Monstre doux. L'Occident vire-t-il à droite ?*, Paris, Gallimard, 2010 ; François Cusset, *La droitisation du monde*, Paris, Textuel, 2015 ; Clarisse Berthezène et Jean-Christian Vinel (dir.), *Conservatismes en mouvement*, op. cit. ; François Miquet-Marty et Rafael Guillermo López Juárez, « Une droitisation identitaire », *Le Débat*, 2016, 4, n° 191, p. 134-146.
13. Gary Gerstle, *The Rise and Fall of the Neoliberal Order: America and the World in the Free Market Era*, New York, Oxford University Press, 2022, chapitres 3 et 4.
14. Joseph A. McCartin, *Collision Course: Ronald Reagan, the Air Traffic Controllers, and the Strike That Changed America*, New York, Oxford University Press, 2011.
15. Romain Huret (dir.), *Les conservateurs américains se mobilisent : l'autre culture contestataire*, Paris, Autrement, 2008 ; John Sides, Michael Tesler et Lynn Vavreck, « The 2016 U.S. Election: How Trump Lost and Won », *Journal of Democracy*, Vol. 28, n° 2, April 2017, p. 34-44 et id., *Identity Crisis: The 2016 Presidential Campaign and the Battle for the Meaning of America*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2018.
16. Janaina Martins Cordeiro, *Direitas em movimento. A Campanha da Mulher pela Democracia e a ditadura no Brasil*, Rio de Janeiro, ed. FGV, 2009 ; Diogo Cunha, Rodrigo Nabuco de Araujo, Maud Chirio (dir.), *Crise política e virada conservadora no Brasil (2014-2018). O abismo brasileiro no espelho do mundo*, Curitiba, Appris, 2021.
17. Angela Alonso, « A política das ruas. Protestos em São Paulo de Dilma a Temer », *Novos Estudos*, CEBRAP, São Paulo, 2017, p. 49-58.
18. Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie*, op. cit., p. 16.
19. Sur les relations entre politique formelle et informelle, voir notamment Lionel Arnaud et Christine Guionnet, « Introduction », dans *Les frontières du politique : Enquêtes sur les processus de politisation et dépolitisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 11-25 ; Michel Offerlé et Laurent Le Gall, « Introduction. La politique informelle entre incertitudes et inconstances », dans *La politique sans en avoir l'air : Aspects de la politique informelle XIX^e-XXI^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 7-21.
20. Jennifer Gandhi, *Political Institutions Under Dictatorship*, New York, Cambridge University Press, 2010 ; Steven Levitsky et Lucan A. Way, *Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes after the Cold War*, New York, Cambridge University Press, 2010 ; Eugénie Mérieau, *La dictature, une antithèse de la démocratie ? 20 idées reçues sur les régimes autoritaires*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2019.
21. Voir par exemple Christophe Jaffrelot (dir.), *Démocraties d'ailleurs*, op. cit., mais aussi la longue série d'ouvrages consacrés par Pierre Rosanvallon à cette question multiforme.
22. Voir à ce sujet les travaux en sciences politiques suivants : Olivier Dabène, Vincent Geisser, Gilles Massardier (dir.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2008 ; Guy Hermet, *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, Paris, Armand Colin, 2009 (2007) ; Michel Camau et Gilles Massardier (dir.), *Démocraties et autoritarismes : Fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Karthala, 2009 ; Pascal Bonnard et alii (dir.), *Faire et défaire la démocratie*, op. cit.
23. Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie*, op. cit., p. 9.

24. Yves Sintomer, « L'ère de la postdémocratie ? Démocratiser la démocratie ou céder aux tentations autoritaires », *Revue du Crieur*, vol. 4, no. 2, 2016, p. 20-35.
25. Nadia Urbinati, *Me the people: how populism transforms democracy*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2019.
26. Fared Zakaria, « De la démocratie illibérale », *Le Débat*, Gallimard, n° 99, 1998, p. 17-26.
27. David Collier et Steven Levitsky (1997) « Democracy with Adjectives : Conceptual Innovation in Comparative Research », *World Politics*, 49, 3, p. 430-51 ; Fared Zakaria, « De la démocratie illibérale », *Le Débat*, vol. 99, n° 2, 1998, p. 17-26 ; Colin Crouch, *Post-démocratie*, trad. Yves Coleman, Zürich, Diaphanes, coll. « Transpositions », 2013.
28. Vincent Geisser, Olivier Dabène et Gilles Massardier, « La démocratisation contre la démocratie » *Autoritarismes démocratiques*, *op. cit.*, p. 7-9, p. 9 pour la citation.
29. *Ibid.*, p. 9. Les auteurs opèrent un appel implicite à l'histoire en ouverture de l'introduction.
30. On pense notamment à la catégorie de « *Herrenvolk democracy* » non mobilisée par Lynda Dematteo mais forgée par Pierre L. Van den Berghe dans *Race and Racism: A Comparative Perspective*, New York, Wiley, 1967, p. 18.
31. Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie*, *op. cit.*, p. 28-29.
32. Sur le parallèle entre cadre démocratique et affirmation de l'histoire du temps présent, voir Henry Rousso, « Présentation », dans François Bédarida, *Histoire, critique et responsabilité*, Bruxelles, Complexe/IHTP, 2003 ; Luc Capdevila et Frédérique Langue, « Invitation à une histoire comparée des temps présents », dans Luc Capdevila et Frédérique Langue (dir.), *Entre mémoire collective et histoire officielle. L'histoire du temps présent en Amérique latine*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 9-24 ; Patrick Garcia, « L'histoire du temps présent : une histoire comme les autres ? », *Mélanges de la Casa de Velázquez* [En ligne], 48-2 | 2018, mis en ligne le 05 octobre 2018, consulté le 10 septembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/mcv/8403> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mcv.8403>.

RÉSUMÉS

Ce dossier consacré aux relations entre les droites et la démocratie dans les Amériques aux XX^e et XXI^e siècles entend apporter un éclairage historique sur l'arrivée au pouvoir de forces politiques proposant un rapport renouvelé au conservatisme et à la démocratie. Il interroge la pluralité des relations des droites américaines avec la démocratie et le double phénomène contemporain d'expansion de la norme démocratique et de brouillage de la frontière entre démocratie et autoritarisme.

This special issue examines the relationship between right-wing parties and democracy in the Americas over the course of the 20th and 21st centuries. While providing historical insight into the recent rise to power of political forces proposing a new relationship with conservatism and democracy, it investigates the various interactions that the Right entertains with democracy. Finally, it examines the twofold contemporary phenomenon of the expansion of the democratic ideal and the blurring of boundaries between democracy and authoritarianism.

INDEX

Keywords : right and radical right, democracy, Americas, authoritarianism, activism, Rosanvallon (Pierre)

Mots-clés : droites, démocratie, Amériques, autoritarisme, mobilisation, Rosanvallon (Pierre)

AUTEURS

RODRIGO NABUCO DE ARAUJO

Rodrigo Nabuco de Araujo est maître de conférences en civilisation de l'Amérique latine à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, actuellement accueilli en délégation CNRS au laboratoire FRAMESPA UMR 5136. Auteur de l'ouvrage *Les diplomates en uniforme. L'outil militaire dans la diplomatie française au Brésil (1954-1974)*, paru aux Presses universitaires de Reims en 2022, il a aussi publié des articles sur les transferts culturels, politiques et doctrinaux entre la France, le Brésil et l'Algérie. Ses recherches portent sur les intellectuels brésiliens de droite, leur rapport à la démocratie et au conservatisme, et leurs liens avec des intellectuels français dans les années 1950 à 1970. Il a notamment publié : Maud Chirio, Diogo Cunha, Rodrigo Nabuco de Araujo (dir.), *Crise política e virada conservadora no Brasil (2014-2018). O abismo brasileiro no espelho do mundo* (Ed. Appris, Curitiba, avril 2021) ; « "Le Brésil n'est pas un pays sérieux" (1960-1974) », dans Manon-Nour Tannous (dir.), *Fréquenter les infréquentables. Le choix de l'interlocuteur en diplomatie* (CNRS Éditions, 2023) ; « L'appel à l'ennemi : l'anticommunisme à l'École supérieure de guerre au Brésil (1954-1964) » (*Cahiers du FRAMESPA* [En ligne], 2021, <https://doi.org/10.4000/framespa.10584>) ; « A voz da Argélia. A propaganda revolucionária da Frente de Libertação Nacional argelina no Brasil. Independência nacional e revolução socialista (1954-1962) » (*Estudos Históricos*, Rio de Janeiro, vol. 30, no 61, 2017, p. 401-424).

YANN PHILIPPE

Yann Philippe est maître de conférences en histoire et civilisation des États-Unis à l'Université de Reims Champagne-Ardenne et membre du laboratoire Mondes américains à l'EHESS. Il est spécialiste de l'histoire des polices et de l'État aux États-Unis et s'intéresse également à la politisation des questions sécuritaires. Il a récemment coordonné avec Maud Chirio un Réseau Thématique financé par le Pôle Nord-Est de l'Institut des Amériques, intitulé « Étudier les droites dans les Amériques : Une co-construction des droites dans l'espace américain depuis les années 1930 à nos jours ? ». Il a notamment publié : « Between cooperation and competition: searching for a national organization of US police chiefs in the Progressive Era (1893-1925) » (*Apuntes Estratégicos. Revista De Estudios Político*, 2, 2021, p. 71-92) ; « Un parti de la loi et de l'ordre aux États-Unis ? Essai généalogique et historiographique » (*L'Ordinaire des Amériques* [En ligne], 226 | 2021, <http://journals.openedition.org/orda/6105> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/orda.6105>) ; avec Pauline Peretz et Thomas Grillot, « Wherever the authority of the Federal Government extends : banning segregation in veterans' hospitals (1945-1960) » (*Journal of American History*, 107, n° 2, Septembre 2020, p. 388-410) ; « Une innovation impossible ? Noter les policiers new-yorkais (1900-1920) » (*Genèses*, 2018, 4, n° 113, p. 63-92. Dossier coordonné par Pierre Karila-Cohen et Jean Le Bihan, « La valeur du fonctionnaire »).